



## Conseil de sécurité

Distr. générale  
27 juin 2005  
Français  
Original: anglais

---

**Lettre datée du 27 juin 2005, adressée au Président  
du Conseil de sécurité par la Présidente du Comité  
du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)  
concernant la lutte antiterroriste**

Le Comité contre le terrorisme a reçu le cinquième rapport de l'Argentine présenté en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) (voir annexe).

Je vous serais reconnaissante de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

La Présidente du Comité du Conseil de sécurité  
créé par la résolution 1373 (2001)  
concernant la lutte antiterroriste  
(Signé) Ellen Margrethe Løj



**Annexe**

[Original : espagnol]

**Lettre datée du 23 juin 2005, adressée au Président  
du Comité contre le terrorisme par le Représentant  
permanent de l'Argentine auprès de l'Organisation  
des Nations Unies**

En réponse à la note du Comité contre le terrorisme en date du 22 février 2005, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint les renseignements complémentaires aux informations que l'Argentine avait présentées dans son quatrième rapport au Comité, en date du 19 avril 2004 (voir pièce jointe).

Espérant que le Comité soit satisfait de ces informations complémentaires, je reste à votre disposition pour toute question que vous pourriez avoir à leur sujet.

L' Ambassadeur,  
Représentant permanent  
(*Signé*) César **Mayoral**

## Pièce jointe\*

[Original : anglais/espagnol]

Dans la note S/AC.40/2005/MS/OC.481 datée du 22 février 2005, le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste a adressé au Gouvernement argentin des observations et des questions concernant le quatrième rapport présenté par l'Argentine en application du paragraphe 6 de ladite résolution et publié comme document du Conseil de sécurité sous la cote S/2004/323. Ces observations et ces questions concernent les dispositions législatives en vigueur et en cours d'adoption ainsi que la mise en oeuvre de mesures pratiques aux fins de l'application de la résolution 1373 (2001).

On trouvera ci-après les réponses de l'Argentine, présentées dans l'ordre des points soulevés par le Comité dans sa note.

### I. Mesures de mise en œuvre

- 1.1 À la page 4 du troisième rapport de l'Argentine, il était question de l'élaboration de projets de loi portant modification du Code pénal et de la loi sur la dissimulation et le blanchiment de capitaux d'origine criminelle afin que l'Argentine réunisse les conditions législatives nécessaires à l'application intégrale de la résolution. Il y était indiqué également que ces mesures permettraient à l'Argentine de devenir partie à la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme. Le Comité souhaiterait connaître l'état d'avancement des textes législatifs proposés, et savoir quelles mesures subséquentes l'Argentine a adoptées pour renforcer sa capacité en matière de lutte contre le terrorisme et les modalités de coopération avec d'autres États dans ce domaine.**

#### **1.1.1 État d'avancement des textes législatifs proposés**

Le 30 mars 2005, par la loi 26.024, le Congrès de la nation a entériné la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme, et la procédure de ratification a été engagée. L'Argentine deviendra ainsi partie aux 12 conventions internationales des Nations Unies relatives à la lutte contre le terrorisme qui sont en vigueur actuellement.

Au niveau interaméricain, il faut noter l'approbation par le Parlement, en vertu de la loi 26.023 du 30 mars 2005, de la Convention interaméricaine contre le terrorisme, qui complète et renforce à l'échelle régionale les obligations souscrites en vertu des conventions adoptées dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies.

L'adoption de cette convention coïncide avec les recommandations qu'a récemment formulées le Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (GAFI), engageant l'Argentine à prendre diverses mesures pour adapter sa législation, notamment pour ériger en infractions pénales distinctes le financement du terrorisme et le blanchiment de capitaux, dont le régime pénal devrait être séparé de celui de la dissimulation.

---

\* Les annexes au présent rapport sont conservées au Secrétariat, où elles peuvent être consultées.

À cet égard, au niveau législatif, l'élaboration d'un projet de loi visant à modifier les articles 277 (dissimulation) et 278 (blanchiment de capitaux) du Code pénal a progressé. Entériné par la Chambre des députés le 1<sup>er</sup> juin 2005, il a été soumis au Sénat pour acquérir force de loi. On trouvera à l'annexe 2 le texte de ce projet.

Le problème est de savoir dans quelle mesure, conformément à l'alinéa 4 de l'article 277, est exempt de responsabilité pénale quiconque aurait agi pour le compte d'un conjoint, d'un parent dont le lien ne dépasserait pas le quatrième degré de consanguinité ou le deuxième degré d'affinité, d'un ami intime ou d'une personne à laquelle il devrait une reconnaissance particulière. Par conséquent, on essaie à présent de supprimer l'application des exceptions susmentionnées – qui sont propres à l'infraction de dissimulation – aux cas d'infraction de blanchiment de capitaux, de sorte que cette dernière infraction soit toujours passible de sanctions quelles que soient les relations personnelles existant entre l'auteur de l'infraction de blanchiment et l'auteur de l'infraction principale.

Dans cette optique, ce même projet favorise l'inopposabilité du secret bancaire, professionnel ou autre à la cellule de renseignement financier, qui relève du Ministère de la justice. Il est prévu également que, dans le cas où des opérations suspectes seraient signalées, la cellule de renseignement financier sera habilitée à remettre au Ministère public tous les éléments disponibles, afin qu'il puisse envisager d'engager les poursuites pénales nécessaires.

#### **1.1.2 Mesures visant à renforcer les capacités en matière de lutte contre le terrorisme**

Par le décret 1.521/2004 du 3 novembre 2004, l'Argentine a récemment mis en place un régime juridique qui simplifie la procédure d'application en droit interne des sanctions imposées par le Conseil de sécurité.

Conformément aux dispositions de l'article premier de ce décret, « les résolutions du Conseil de sécurité adoptées conformément au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies et en vertu desquelles sont imposées aux États Membres des mesures obligatoires n'impliquant pas l'emploi de la force armée et prévoyant des sanctions, ainsi que les décisions concernant la modification ou la levée de ces dernières, sont publiées par le Ministère des relations extérieures, du commerce international et du culte, sous forme d'arrêtés à paraître au Journal officiel ». Par ailleurs, l'article 2 du décret dispose que « si le Conseil de sécurité ou ses organes subsidiaires identifient des personnes ou des entités visées par le régime de sanctions prévu dans les résolutions citées à l'article premier du présent décret, le Ministère des relations extérieures, du commerce international et du culte est tenu de publier et de mettre à jour les listes pertinentes, sous forme d'arrêtés à paraître au Journal officiel ».

Ce décret a supposé une délégation des pouvoirs au Ministère des relations extérieures, du commerce international et du culte dans la mesure où, jusqu'à son entrée en vigueur, un décret spécial du Pouvoir exécutif national était nécessaire pour procéder à l'application des mesures imposées par le Conseil de sécurité n'impliquant pas l'emploi de la force armée. Grâce aux dispositions législatives en vigueur, il suffit désormais d'un arrêté ministériel. Cela permettra sans doute d'accélérer la mise en oeuvre des mesures prises par le Conseil en matière de lutte

contre le terrorisme, notamment en ce qui concerne l'application des régimes de sanctions qui prévoient le gel des avoirs de personnes physiques et morales, ainsi que l'interdiction de voyager, entre autres.

### 1.1.3 Modalités de coopération avec d'autres États

#### i) *Traités d'extradition et d'entraide judiciaire*

Le 30 juin 2004, la loi 25.911 a entériné la Convention sur l'entraide judiciaire en matière pénale entre l'Argentine et El Salvador. Cette loi prévoit expressément (alinéa f) du paragraphe 5 de l'article 10 que les actes de terrorisme ne sauraient être considérés ni comme des infractions politiques ni comme des actes liés à des infractions politiques aux fins du déni d'entraide. Divers traités font l'objet de négociations qui visent à adapter leurs dispositions aux paramètres prévus en la matière dans les conventions internationales conclues dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne l'extradition et l'entraide judiciaire, ainsi que dans les recommandations 36 à 39 du GAFI, s'agissant par exemple de l'inopposabilité du secret bancaire ou du caractère fiscal des infractions aux fins du déni d'extradition ou d'assistance juridique.

#### ii) *Coopération judiciaire liée à l'attentat terroriste contre l'Association mutuelle israélite argentine (AMIA)*

Dans le cadre de l'enquête menée à propos de l'attentat terroriste perpétré à Buenos Aires en 1994 contre l'Association mutuelle israélite argentine (AMIA), que l'Argentine a évoqué dans le document S/2004/323, le procès engagé devant le juge de la section n° 17 du Tribunal fédéral pénal et correctionnel n° 9 dans l'affaire intitulée « Attentat du 633 de la rue Pasteur – homicide, blessures, dommage » est désormais instruit devant le juge de la section n° 11 du Tribunal fédéral pénal et correctionnel n° 6, sous le n° 8566/96 et sous l'intitulé « Coppe, Juan Carlos et autres Association de malfaiteurs et autres infractions : attentats contre l'AMIA DAIA ».

Une partie de l'affaire a été portée devant le Tribunal oral fédéral n° 3 aux fins d'un procès oral et public, sous le n° 487/00 et sous l'intitulé « Telledin, Carlos Alberto et autres Homicide qualifié (attentat au siège de l'AMIA) ». Le 2 septembre 2004, le Tribunal oral a rendu un jugement par lequel il a décrété diverses nullités et ordonné la relaxe de plusieurs personnes inculpées dans cette affaire.

À compter du dernier trimestre 2004, l'enquête a été confiée à un service du Bureau du Procureur général de la nation créé spécialement à cet effet.

Les mandats d'arrêt internationaux contre des citoyens iraniens liés à l'enquête sur l'attentat ont été ratifiés par le magistrat intervenant au procès et sont donc en vigueur.

Pour ce qui est de la coopération judiciaire, l'Argentine a continué d'envoyer des commissions rogatoires à divers pays, dont l'Afrique du Sud, l'Allemagne, l'Arabie saoudite, le Brésil, le Canada, le Chili, la Colombie, l'Espagne, la France, la République islamique d'Iran, Israël, l'Italie, le Koweït, le Liban, le Panama, le Paraguay, le Portugal, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la République arabe syrienne, l'Uruguay et le Venezuela. Elle a reçu des réponses

complètes ou partielles, d'autres lettres restant en souffrance, notamment quatre des six qui ont été envoyées à l'Iran, pour lesquelles le Ministère argentin des affaires étrangères n'a pas encore reçu de réponse.

iii) *Coopération entre les autorités administratives*

À l'échelle internationale, conformément aux attributions que lui confère l'article 9 de la loi n° 25.246 et afin de renforcer les initiatives visant à prévenir le blanchiment de capitaux, la cellule de renseignement financier a conclu 14 accords de coopération en vue d'échanger des données avec ses homologues des États suivants : Paraguay, Chili, Australie, Belgique, Brésil, Honduras, Pérou, Bolivie, Colombie, El Salvador, Espagne, Guatemala, Panama et Venezuela.

Par ailleurs, à la fin de 2003, la cellule de renseignement financier est devenue membre du Groupe Egmont, créé en 1995, l'objectif étant de définir des liens et des mécanismes de coopération pour l'échange de renseignements et de données d'expérience dans des domaines comme la formation, l'équipement technologique et l'infrastructure des communications, l'élaboration de typologies et l'observation des nouvelles tendances de la criminalité, tout cela en vue d'optimiser le fonctionnement des systèmes de prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme dans les pays membres du Groupe. La cellule de renseignement financier a pu ainsi accéder au réseau Web sécurisé du Groupe Egmont sur lequel les renseignements sont échangés en toute sécurité. Actuellement, 94 cellules de renseignement financier sont membres de ce réseau, avec lesquelles la cellule argentine peut échanger des données sur la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme.

En 2004, dans le cadre des accords de coopération susmentionnés et du réseau Web sécurisé du Groupe Egmont, la cellule de renseignement financier a adressé 24 demandes d'information à ses homologues dans d'autres États et en a elle-même reçu 38.

- 1.2 L'Argentine a en outre signalé dans son deuxième rapport que la commission interministérielle créée pour examiner le droit argentin et déterminer s'il était conforme aux exigences internationales qui découlent des conventions et protocoles internationaux sur la lutte contre le terrorisme avait conclu que les activités interdites au titre de ces conventions étaient déjà, dans leur grande majorité, érigées en infraction dans le droit interne. Le Comité souhaiterait que l'Argentine présente une synthèse des dispositions législatives pertinentes, particulièrement en ce qui concerne leur application aux diverses activités en question, ainsi que de tous les instruments législatifs proposés en vue de donner effet aux lois argentines, s'ils n'étaient pas encore intégrés dans le droit interne.**

**1.2.1 Dispositions législatives**

Le droit interne en vigueur permet à l'Argentine de s'acquitter des obligations imposées par les instruments internationaux, tant sur le plan technique que du point de vue des questions liées à l'extradition et à l'entraide judiciaire. Dans ce dernier domaine, les dispositions de la loi n° 24.767 sur la coopération internationale en matière pénale semblent suffisantes aux fins de l'application des traités. En outre, les divers aspects réglementaires et pratiques concernant, entre autres, la navigation

aérienne et la protection physique des matières nucléaires sont conformes au droit international et incorporés dans le droit interne, aux niveaux législatif et réglementaire.

On trouvera à l'annexe 1 une synthèse comparative des conventions internationales contre le terrorisme et de la législation pénale argentine.

Comme indiqué précédemment, une exception subsiste, qui tient à la nécessité d'ériger en infraction pénale distincte le financement du terrorisme, conformément à la convention internationale pertinente, qui oblige les États à ériger en infraction la fourniture ou la collecte de fonds aux fins de la commission de l'un des actes visés dans les autres conventions contre le terrorisme en vigueur, et à considérer les actes de terrorisme comme une infraction principale du blanchiment de capitaux.

Bien que le financement des actes de terrorisme tombent généralement sous le coup des dispositions du chapitre 7 du premier volume du Code pénal concernant la participation à l'infraction, la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme comme la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité obligent les États à ériger le financement en infraction indépendamment de la commission de l'infraction principale. C'est pourquoi dans le projet de loi évoqué au point 1.1. ci-dessus, le pouvoir exécutif érigera en infraction pénale distincte le financement du terrorisme.

Par ailleurs, comme indiqué au point 1.1. ci-dessus, la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme a été entérinée et doit être ratifiée, ce qui ajoute à l'adoption des textes évoqués plus haut, permettra d'achever le processus de transposition dans le droit interne des obligations internationales qui incombent à l'Argentine.

## **1.2.2 Mesures pratiques**

### *i) Migration*

La Direction nationale des migrations a signalé qu'elle a notamment adopté des mesures destinées à améliorer la procédure de détection des faux papiers présentés par les personnes qui tentent d'entrer dans le pays ou d'en sortir. En 2004, dans l'agglomération de Buenos Aires, 210 personnes en possession de papiers d'identité falsifiés ont été arrêtées; 121 d'entre elles ont été mises à la disposition de la justice et les autres ont été renvoyées dans leur pays d'origine. Par ailleurs, on s'est employé à analyser les profils des voyageurs, ce qui, dans nombre de cas, a permis de déterminer leur véritable nationalité. Les autorités ont ainsi pu déceler des cas de fausse déclaration (inscription de faux renseignements sur des documents authentiques).

L'installation du système informatique SIGER (Système intégré de gestion des restrictions), a permis d'élargir la base de données, en particulier aux fins des alertes et les arrestations aux échelles nationale et internationale ainsi que du signalement des vols de documents. En complément, il est prévu de mettre en place un système biométrique permettant de faire directement des rapprochements et des recoupements d'informations avec divers pays. Ainsi, les empreintes digitales des voyageurs seront relevées à l'entrée dans le pays et à la sortie et les intéressés seront photographiés, autant de données qui pourront être vérifiées auprès des services de sécurité argentins et étrangers.

*ii) Établissements financiers*

Suivant les recommandations du GAFI, la Banque centrale de la République argentine a adapté les dispositions applicables à son domaine de compétences en adoptant les règles sur la « Prévention du financement du terrorisme » (Communications « A » 4273 et « C » 40646).

En outre, afin d'accélérer et d'améliorer le contrôle des établissements qui relèvent de son autorité, la Banque centrale a informé les institutions financières et les bureaux de change de l'obligation qui leur incombe de geler immédiatement les avoirs financiers faisant l'objet d'un dépôt ou de tout autre type d'opération (dont les virements et les transferts) qu'effectueraient ou tenteraient d'effectuer les titulaires de comptes dont le nom figure sur les listes établies par le Conseil de sécurité (publiées au Journal officiel sous forme d'arrêtés du Ministère des relations extérieures, du commerce international et du culte), ou des personnes ou entités agissant en leur nom ou pour leur compte, y compris les fonds obtenus ou provenant de biens appartenant ou placés sous le contrôle direct ou indirect de telles personnes et des personnes et entités qui leur sont associées, ainsi que l'obligation de signaler l'existence ou l'absence de tels avoirs. L'information doit être communiquée dans les 48 heures ouvrables suivant la publication au Journal officiel ou à compter du moment où l'on constate que l'un quelconque des titulaires de comptes dont le nom figure dans ces arrêtés a l'intention d'effectuer une opération dans les établissements du système (Communication « A » 4218).

Il convient de préciser également que depuis le 10 mars 2005, la Banque centrale a reçu 666 déclarations, dont 180 concernaient des opérations détectées grâce aux diverses inspections qu'elle mène, les 486 autres émanant des établissements du système.

À la suite de ces déclarations, 88 affaires ont été présentées au Bureau du Procureur général de la nation et 273 à la cellule de renseignement financier, 25 ont été archivées et 280 sont en cours d'examen.

Ces déclarations se rapportent à des dispositions relatives à la prévention du blanchiment de capitaux et autres activités illicites (Communication « A » 3094 et complémentaires) et à la prévention du financement du terrorisme (Communication « A » 4273). Il convient de préciser que même si ces opérations ont été signalées conformément aux dispositions précitées, elles n'ont pas nécessairement un rapport direct avec le financement du terrorisme mais qu'en raison de leur caractère inhabituel ou suspect, il appartient aux autorités judiciaires de les qualifier.

*iii) Assurances*

La Direction nationale des assurances a analysé les opérations qui lui ont été signalées comme susceptibles d'être liées au blanchiment de capitaux d'origine criminelle et a averti la cellule de renseignement financier après examen et si nécessaire. À la demande formelle de cette dernière, il a également été procédé à des analyses et à des vérifications concernant le marché des assurances.

*iv) Marchés boursiers*

En application des décrets du Pouvoir exécutif national et des arrêtés du Ministère des relations extérieures, du commerce international et du culte concernant la lutte contre le terrorisme, la Commission nationale des opérations



boursières a exigé des marchés boursiers, des bourses de commerce, du Mercado Abierto Electrónico S.A., de la Caja de Valores S.A., des marchés à terme et des marchés d'options, des sociétés qui gèrent des fonds communs de placement, des administrateurs de comptes fiduciaires et de toute personne physique ou morale soumise à ses inspections et à sa surveillance, qu'ils gèrent sans attendre les fonds et autres avoirs financiers des personnes et entités dont les noms figurent sur les listes visées dans les résolutions du Conseil de sécurité et qu'ils lui signalent, dans les 24 heures suivant les faits, toute opération effectuée par lesdites personnes ou entités.

Les entités susmentionnées sont en outre tenues de signaler immédiatement à la Commission l'existence d'avoirs financiers appartenant à toute personne ou entité dont le nom figure sur les listes, et de prendre toutes les mesures voulues pour contrôler l'identité de leurs clients et s'acquitter des autres obligations qui leur incombent en vertu du chapitre XXII, intitulé « Prévention du blanchiment de capitaux et lutte contre le terrorisme », du Règlement (N.T. 2001) de la Commission nationale des opérations boursières.

v) *Cellule de renseignement financier*

La cellule de renseignement financier a fait savoir qu'elle disposait à l'heure actuelle d'une base de données créée à partir des renseignements transmis par divers établissements et organismes, et comprenant notamment les informations suivantes :

- *Base de données LAVDIN des opérations financières et des opérations de change.* Depuis juin 2003, cette base stocke les archives établies conformément au Régime de contrôle du blanchiment de capitaux de la Banque centrale et émanant de 155 établissements bancaires, institutions financières et bureaux de change. À la date du 30 juin 2004, cette base contenait environ 32 millions d'entrées.
- *Débiteurs du système bancaire.* Copie de la base de données publique sur les personnes endettées, leurs créanciers, le montant de leurs dettes et leur niveau d'endettement, gérée par la Banque centrale.
- *Titulaires de comptes.* Registre élaboré par la Direction de la sécurité et des systèmes informatiques, qui relève de la cellule de renseignement financier. Ce registre recense les opérations bancaires, financières et de change, ainsi que les opérations effectuées par les débiteurs du système bancaire, et contient des informations sur les entités et succursales dans lesquelles les comptes ont été ouverts et où sont effectuées ces opérations.
- *Registre national des aéronefs.* Copie de la base de données gérée par la Direction nationale de la navigabilité aérienne, qui contient des renseignements sur tous les aéronefs immatriculés dans le pays et sur leurs propriétaires.
- *Transferts de fonds vers l'étranger.* Copie de la base de données sur les virements monétaires vers l'étranger, créée dans le cadre d'une enquête parlementaire sur la fuite des capitaux.
- *Entrée de devises (voyageurs qui séjournent dans le pays).* Copie des informations transmises par la Direction générale des douanes concernant les voyageurs qui entrent sur le territoire en déclarant sur l'honneur avoir plus de 10 000 dollars des États-Unis en leur possession.

La cellule de renseignement financier a également accès aux bases de données gérées par d'autres organismes publics, comme le Registre des biens immobiliers de la ville autonome de Buenos Aires, le fichier national des cartes grises et le Registre national des récidives et des statistiques pénales. La cellule a également pris contact avec d'autres services de l'administration publique afin d'obtenir l'autorisation de consulter les informations stockées dans leurs bases de données et de convenir d'un mode d'accès souple ou simplifié. Parmi ces institutions, on peut citer la Commission nationale des opérations boursières, la Direction nationale des assurances, le Registre national des personnes, le Registre national des biens immobiliers de la province de Buenos Aires et le système national d'identification fiscale et sociale.

Il convient de noter que la cellule a passé avec la Cour suprême de justice un accord de collaboration, en vertu duquel elle peut, entre autres, adresser des demandes de renseignement à la Cour et avoir accès à ses bases de données, afin d'établir l'existence d'affaires ayant trait à son domaine de compétence, étant entendu que la cellule n'est pas soumise au secret de l'information. Cet accord a été ratifié en session plénière et publié dans la décision n° 04/2004 de la cellule de renseignement financier.

Quant aux déclarations d'opération suspecte, la cellule a mis en place un système qui permet d'archiver les données contenues dans ces rapports, qui lui parviennent sous forme imprimée, et de les consulter ultérieurement ou d'interroger la base de données en utilisant le numéro de la déclaration, le nom de la ou des personne(s) mentionnée(s) dans le rapport, le numéro du document, etc. Le mode d'archivage permet de faire des rapprochements entre plusieurs cas stockés dans la base de données. Dans un deuxième temps, on prévoit de mettre en oeuvre un programme qui permettra aux personnes soumises à l'obligation de rendre des comptes à la cellule d'archiver directement leurs données, d'établir une déclaration et de l'envoyer à la cellule via l'Internet.

À la date du 28 février 2005, la cellule avait reçu un total de 897 déclarations, dont 648 provenaient du secteur financier et cambiaire, 93 de sociétés de transfert de fonds, 76 de l'Administration fédérale des recettes publiques, 27 du secteur des assurances, 14 de la Banque centrale de la République argentine, 11 de la Commission nationale des opérations boursières, 5 d'organismes de jeux de bingo, 5 d'écrivains publics, 1 d'une entreprise de convoyage de fonds et 1 d'une société de bourse.

Dans le cadre de ses attributions, la cellule reçoit également des informations d'autres sources (services de l'administration publique, déclarations volontaires, etc.) qui, sans être des déclarations d'opérations suspectes, constituent une source précieuse de renseignements qu'elle archive dans ses bases de données, conformément aux dispositions de l'article 15 de la loi n° 25.246 relatives au Registre public d'information. Au total, la cellule a reçu 54 rapports de cette nature.

Par ailleurs, aux termes de l'article 13 de la loi susmentionnée, la cellule collabore avec la justice en qualité d'expert spécialisé dans les questions de blanchiment de capitaux. Sa collaboration a ainsi été sollicitée dans plus d'une soixantaine d'affaires.

**1.3 Le Comité aimerait également recevoir des informations sur toutes les études ou évaluations faites par des institutions ou organisations internationales ou régionales concernant la mise en oeuvre de la résolution, en particulier les mesures concrètes que l'Argentine a prises à cet effet.**

Lors de la réunion plénière du Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (GAFI) de février 2005, le Président du GAFI a distribué un rapport, qu'il a transmis au Gouvernement argentin dans une lettre datée du 24 février 2005. Il y soulignait la nécessité pour l'Argentine d'adopter des mesures législatives destinées à lutter contre le financement du terrorisme et le blanchiment de capitaux (voir plus haut, par. 1.1) et faisait référence à un certain nombre de mesures concrètes.

Le GAFI a évoqué aussi bien les mesures adoptées par le Gouvernement argentin que celles qui sont en voie de l'être. Les dispositions prises par chacun des organismes compétents sont énumérées plus haut, au paragraphe 1.2.2.

Parmi les mesures concrètes auxquelles il est fait référence dans le rapport du GAFI figurent les suivantes :

*i) Mesures relatives à la réception, à l'analyse et à la diffusion des informations financières et autres renseignements, aux niveaux national et international*

Les mesures que l'Argentine est en train d'adopter pour faciliter les enquêtes sur les affaires de financement présumé du terrorisme et pour modifier les règles relatives au secret de l'information et à la confidentialité, sont précisées plus haut (voir par. 1.1.1). Il convient également de noter que la cellule de renseignement financier a conclu un mémorandum d'accord avec des homologues étrangers (voir plus haut, par. 1.1.3.ii) et a mis au point un programme d'échange de données d'expérience et de statistiques avec d'autres organismes et sources d'information (voir plus haut, par. 1.2.1.v).

*ii) Attributions et pouvoirs des autorités responsables de l'exercice de l'action pénale et de l'application des lois*

L'Argentine a déjà fait état dans le présent rapport des mesures en cours d'adoption, qui visent à faciliter les enquêtes sur le financement du terrorisme, telles que l'adoption des mécanismes pertinents et la formation d'équipes chargées des enquêtes au sein de divers organismes publics.

*iii) Identification des clients dans les transactions commerciales et déclaration d'opération suspecte*

Le présent rapport a mis en avant les mesures adoptées pour déterminer quel type de client ou d'opération risque d'être lié au blanchiment de capitaux, l'harmonisation des critères applicables aux entités financières, le réexamen des critères applicables au secteur des assurances et l'identification objective des bénéficiaires ou des titulaires de comptes.

## **2. Assistance technique**

- 2.1 Le Comité souhaite souligner une fois de plus l'importance qu'il accorde à la fourniture d'une assistance et de conseils aux fins de l'application de la résolution. À cet égard, il souhaite rappeler que son Répertoire des sources d'assistance (<[www.un.org/sc/ctc](http://www.un.org/sc/ctc)>) est régulièrement mis à jour afin d'y intégrer les renseignements pertinents les plus récents sur l'assistance disponible. Le Comité invite l'Argentine à lui faire savoir s'il existe des domaines où une assistance et des conseils lui seraient utiles ou, au contraire, des domaines où elle serait en mesure d'offrir assistance et conseils à d'autres États aux fins de l'application de la résolution.**

### **2.1.1 Activités de formation proposées par des organismes publics argentins**

Par l'intermédiaire de la Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues (CICAD), l'Organisation des États américains (OEA) a mis en oeuvre, avec l'appui de la cellule de renseignement financier, un projet baptisé « Formation des formateurs des organismes chargés d'appliquer les lois relatives au blanchiment de capitaux et au financement du terrorisme ». Ce projet tend notamment à la création d'un réseau d'instructeurs certifiés par la CICAD et chargés d'élaborer, de concevoir et de mener des activités de formation et de perfectionnement au sein des organismes responsables de l'application des lois. Une initiative de ce type a été lancée à Buenos Aires, en août et en décembre 2004, avec la participation des institutions suivantes : ministère public, police fédérale, gendarmerie nationale, préfecture maritime, police de la province de Buenos Aires, Administration fédérale des recettes publiques, Secrétariat au renseignement et cellule de renseignement financier.

La cellule de renseignement financier a organisé des journées de formation à l'intention de son personnel, consacrées à des questions telles que le blanchiment de capitaux, la criminalité transnationale organisée, le régime international en matière de prévention et de contrôle du blanchiment de capitaux d'origine délictueuse, la coopération internationale en matière pénale, le cadre juridique (loi n° 25.246), les méthodes d'évaluation du système de prévention du blanchiment de capitaux (GAFI, Fonds monétaire international et Banque mondiale), les enquêtes sur les opérations suspectes ou inhabituelles et les exercices sur les typologies et les études de cas. La cellule a également organisé une journée de travail avec des fonctionnaires du ministère public et un atelier avec des agents de contrôle des entités financières.

De la même manière, la cellule de renseignement financier a participé en 2004 à un séminaire sur la prévention et le contrôle du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme, organisé par le Comité interaméricain de lutte contre le terrorisme, en offrant des infrastructures et un programme de formation. En 2005, la cellule a proposé un programme de stages aux fonctionnaires des pays membres du Comité interaméricain afin de les familiariser avec les questions susmentionnées.

Toujours dans le cadre du Comité interaméricain de lutte contre le terrorisme, l'Argentine a mené à bien et proposé de poursuivre diverses activités d'assistance technique destinées à former les fonctionnaires des pays membres du Comité. Elle a ainsi organisé en 2004 et en 2005 des cours sur la sécurité portuaire et aéroportuaire, dispensés respectivement par la préfecture maritime et la police chargée de la

sécurité aéroportuaire, dans le but de former les fonctionnaires à l'application des normes de l'Organisation maritime internationale (OMI) et de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI).

Par ailleurs, l'École nationale du renseignement, qui organise des cours à l'intention des fonctionnaires des pays latino-américains, a offert aux pays membres du Comité interaméricain de suivre en 2005 un cours sur la prévention et le contrôle du terrorisme.

### **2.1.2 Assistance technique fournie par des experts argentins**

1. L'Argentine estime que l'action menée par l'Organisation des Nations Unies en matière d'assistance technique est essentielle dans la lutte contre le terrorisme. À cet égard, elle a activement collaboré aux activités de formation dans le domaine législatif, en apportant son concours en particulier à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), au niveau régional. Cette assistance a été étendue pour couvrir notamment la rédaction des textes de loi et la formation des magistrats, des procureurs et d'autres fonctionnaires.

À cet égard, comme indiqué au paragraphe 2.3 du dernier rapport présenté par l'Argentine (S/2004/323), le Ministère des relations extérieures, du commerce international et du culte, par l'intermédiaire de la Direction générale du Service juridique, a conclu un mémorandum d'accord avec le Service de la prévention du terrorisme de l'ONUDC, afin d'offrir une assistance technique aux pays d'Amérique latine, grâce à une équipe interdisciplinaire d'experts, qui a déjà mené à bien un nombre important de missions.

En diverses occasions, des experts argentins ont ainsi participé à des séminaires, à des ateliers et à d'autres activités menées en Amérique latine par l'ONUDC, en collaboration avec le Comité interaméricain de lutte contre le terrorisme et l'Institut pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Amérique latine.

Les experts ont en particulier participé aux séminaires régionaux qui se sont tenus à San José (Costa Rica), en janvier et octobre 2004 et en mars 2005, ainsi qu'à d'autres activités destinées à en assurer le suivi.

Il convient de mentionner que des fonctionnaires argentins du Ministère des relations extérieures, de la cellule de renseignement financier et d'autres organismes ont assisté aux séminaires de formation d'analystes experts organisés par le Groupe d'action financière d'Amérique du Sud (GAFISUD) et qu'ils ont une expérience internationale en la matière. Des experts argentins sont donc en mesure d'offrir une formation à des fonctionnaires afin qu'ils puissent évaluer le degré d'application des normes établies en matière de prévention et de contrôle du blanchiment de capitaux dans les pays où leur élaboration est encore embryonnaire. Selon les besoins liés à chaque cas, ils pourront offrir des conseils spécifiques sur des questions juridiques, financières ou opérationnelles ayant trait aux travaux des organismes d'assistance financière.

2. Dans le cadre du mécanisme « 3+1 » (regroupant les pays qui partagent la triple frontière Argentine-Brésil-Paraguay et auquel les États-Unis d'Amérique sont invités à participer), l'Argentine a offert le concours de ses experts à l'appui des activités programmées pour être menées à bien dans le courant de l'année 2005. Ces activités comprennent l'analyse et la mise en oeuvre du projet relatif aux opérations

de patrouille conjointes du lac Itaipú et de ses eaux adjacentes, la mise en oeuvre de contrôles intégrés des migrations et des douanes dans la « zone de la triple frontière », l'application des recommandations du GAFI (40+8) et de ses recommandations spéciales sur le transport transfrontalier d'espèces, l'analyse par les cellules de renseignement financier de la question du détournement de fonds par le biais d'organisations caritatives, et l'adoption de règles pour l'échange d'informations sur les vols d'avions cargos dans la zone de la triple frontière.

### **2.1.3 Assistance technique requise par des organismes publics argentins**

#### *i) Direction nationale des migrations*

Au vu des mesures adoptées (voir plus haut par. 1.2.i.a), cet organisme estime nécessaire d'approfondir sa connaissance des données normatives, judiciaires et empiriques. À cette fin, il juge important d'accueillir de façon permanente des séminaires, des cours, des ateliers, etc., pour débattre de tous les problèmes associés aux documents frauduleux.

#### *ii) Banque centrale de la République argentine*

Cette entité a fait savoir que, pour pouvoir obtenir de meilleurs résultats en matière de prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme, il lui serait utile, dans la mesure du possible, de bénéficier d'une aide dans les domaines suivants :

- Conseils techniques pour la création d'une base de données réunissant les déclarations envoyées par les entités financières conformément aux normes en vigueur;
- Informations permettant d'évaluer la pratique et les normes internationales afin de dresser une liste de paramètres permettant d'établir des profils de personnes (données nominatives, activité, etc.) et des liens avec les opérations effectuées et les différents produits financiers utilisés, afin de pouvoir analyser et reconnaître les opérations inhabituelles;
- Assistance technique en matière de transmission et de stockage de l'information afin de créer une base de données à partir des renseignements transmis par les établissements à la Banque centrale (cryptage, sécurité physique et logique, capacité de stockage des données, etc.).

#### *iii) Direction nationale des assurances*

Dans la mesure où cet organisme exerce un contrôle sur toutes les personnes et produits intervenant dans le marché des assurances, il serait souhaitable que son personnel puisse bénéficier des activités de formation et d'assistance qui seront proposées à l'avenir dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, et qui auront spécialement pour but d'approfondir les méthodes d'investigation appliquées au niveau international, les types de procédures mises au point dans le marché des assurances, à partir des enquêtes effectuées sur des organisations légales ou non, qu'il s'agisse de sociétés commerciales ou d'organisations caritatives, et dont le but est, entre autres, de recueillir des fonds pour financer des groupes terroristes internationaux.

iv) *Cellule de renseignement financier*

Cet organisme aimerait bénéficier des programmes d'appui suivants, affichés (en anglais) sur la page Web du Comité :

*1) Aperçu de l'aide extérieure de la Commission européenne facilitant la mise en oeuvre de la résolution 1373 du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies.*

Sous-programme :

*Lutte contre les réseaux liés au terrorisme*

*2) Formation et autres formes d'assistance fournie par les États-Unis d'Amérique pour promouvoir l'application de la résolution 1373 du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies.*

Sous-programmes :

- **Bureau de la sécurité diplomatique (Département d'État)**

Intitulé du cours : Les bases financières du terrorisme

- **Bureau d'enquête fédéral (Ministère de la justice)**

Intitulé du cours : Fraude dans les institutions financières internationales

Intitulé du cours : Criminalité en col blanc/Séminaire sur les infractions financières

- **Administration fiscale (Ministère des finances)**

Intitulé du cours : Lutte contre le blanchiment de capitaux

Intitulé du cours : Blanchiment de capitaux et techniques d'enquête financière

Intitulé du cours : Formation théorique et pratique (programme de perfectionnement)

- **Bureau de l'assistance technique (Ministère des finances)**

Intitulé du cours : Principes et techniques des enquêtes financières

- **Service des douanes (Ministère des finances)**

Intitulé du cours : Séminaire sur le blanchiment de capitaux

Intitulé du cours : Séminaire sur l'interdiction des fonds destinés à l'étranger

- **Services secrets (Ministère des finances)**

Intitulé du cours : Lutte contre la fraude économique et la contrefaçon